



# A la croisée des acteurs et des territoires de projets



*Journée de lancement du Réseau rural en Aquitaine*

*Vendredi 27 juin 2008 Maison de la Promotion Sociale, Artigues-près-Bordeaux*

## Compte-rendu des échanges en séance plénière

### Introduction

**Francis IDRAC, Préfet de la Région Aquitaine,**

Le Président du conseil régional est parti et je l'ai laissé partir sans moi, au sommet franco-espagnol de Saragosse. Pour rester avec vous, j'ai demandé au Préfet des Pyrénées-Atlantiques de me représenter à Saragosse. J'ai demandé aussi au Sgar de me représenter à Paris, en ce moment même, à une réunion sur le logement chez Madame Boutin. Bref, je me réjouis de me retrouver avec le Président Labazée, qui fait toujours l'effort d'être à l'heure, quel que soit le nombre de kilomètres.

Notre réunion est importante, parce qu'elle initie une démarche qui a été prévue au niveau européen et national, qui vise à mobiliser un véritable réseau de partenaires élus, mais aussi de partenaires professionnels, de représentants des collectivités, de leurs groupements, des organisations agricoles, forestières et artisanales, agents de développement territorial, des services de l'État et des collectivités, tous ceux qui sont à la manœuvre pour le développement rural.

Les moyens mis à la disposition du développement rural sont notamment des fonds européens, parmi lesquels le FEADER. Il convient de s'organiser, pour la meilleure mise en œuvre possible des crédits du FEADER, mais aussi au-delà, pour favoriser l'émergence de projets et d'initiatives susceptibles de bénéficier d'autres sources de financement, comme le FEDER, le FSE, le CPER. Je vous rappelle aussi que nous arrivons au terme de la procédure de définition des nouveaux projets Leader. J'en ai déjà labellisé onze il y a un ou deux mois. A l'époque, j'avais mis trois dossiers en liste d'attente, en leur demandant de revoir leur copie. Cette copie a été revue, examinée par le jury et je vais donc pouvoir déterminer les financements qui seront attribués à ces trois nouveaux Leader, qui en fera au total pour l'Aquitaine.

Le réseau d'Aquitaine est, je crois, considéré à l'échelon national comme potentiellement l'un des plus actifs. C'est notamment dû à la capacité de PQA que le Président du conseil régional et moi-même avons chargé d'être le maître d'œuvre de cette concertation, compte tenu de sa position dans le paysage aquitain, de son expérience, de ses compétences. Je ne doute pas qu'à l'instar de la journée aujourd'hui, PQA saura vous aider à la mobilisation attendue.



Vous aurez trois axes du programme FEADER, trois groupes de travail, qui sont particulièrement importants. Tout cela part d'une donnée fondamentale dont nous avons tous conscience – mais peut-être pas assez – à savoir le développement démographique de l'Aquitaine. En deuxième partie de la matinée, je tiendrai un point de presse sur la publication de l'année économique et sociale en Aquitaine, que nous sortons tous les ans au mois de juin, en collaboration avec l'INSEE et l'ensemble des services de l'Etat. Elle donne une foule de chiffres passionnants sur les éléments clés du développement économique et social aquitain. Vous y trouverez la confirmation de ce que vous savez, à savoir que la région Aquitaine est l'une de celle qui progresse démographiquement le plus, avec les autres régions que sont le Languedoc-Roussillon, Midi-Pyrénées et les Pays-de-Loire. Nous sommes quasiment à 1 % de progression annuelle. Comme l'Aquitaine compte déjà plus de trois millions d'habitants, cela signifie vingt-cinq à trente mille habitants de plus tous les ans.

Le sujet que j'aimerais que vous développiez – mes interlocuteurs girondins n'en seront pas surpris, parce que c'est un thème sur lequel j'ai organisé un colloque, à Mérignac, à la fin de l'année dernière et une réunion à Talence il y a peu – c'est que nous n'avons pas, au jour d'aujourd'hui, me semble-t-il, les outils les mieux adaptés pour maîtriser le développement des espaces aquitains. La situation n'est pas la même d'un département à l'autre. Mais enfin, le constat global que je peux faire, c'est que nous avons une couverture très hétérogène du territoire, en termes d'intercommunalité, de pays, ou de SCOT. Et si nous ne faisons pas évoluer cette situation, si nous ne musclons pas l'organisation territoriale, cet étalement urbain qui est déjà à l'œuvre le sera encore davantage, avec tous les problèmes que cela pose, en termes de consommation de l'espace, notamment de l'espace rural, de l'espace rural à vocation agricole ou viticole, de l'espace forestier, consommation aussi en termes de barils de pétrole – parce que l'étalement urbain, cela veut dire des gens qui habitent de plus en plus loin de leurs emplois. A l'échelle de la Gironde, depuis plusieurs années maintenant, on construit davantage en dehors de la CUB que dans la CUB, quand les emplois sont dans la CUB. Cela signifie que les gens font de plus en plus de kilomètres. Cet étalement urbain se constate aisément au regard de l'évolution des cartes. Le terrain est moins cher, mais les transports vont devenir plus chers. En plus, en termes de lutte contre le réchauffement climatique et les gaz à effet de serre, tout cela n'est bon ni pour l'économie collective, ni même pour l'économie individuelle, compte tenu des coûts que cela va représenter pour chacun. Les économies faites en s'éloignant de l'emploi sont perdues en termes d'accès à l'emploi.

Nous avons également, vous le savez, des structures en progression, et certaines parfois en régression. Les travaux de l'A65 Langon-Pau vont commencer. Les derniers arrêtés qu'il manque seront signés par le ministre d'Etat et moi-même dans les jours à venir. La déclaration d'utilité publique de la RN10-A63 a été publiée au Journal officiel la semaine dernière. 150 km pour la Langon-Pau, 100 km pour la Nationale 10. Les LGV suivent leur cours et nous sommes en train de lancer des études sur le prolongement des LGV Bordeaux-Agen-Toulouse, Bordeaux-Dax-Frontière espagnole. Tout ceci va évidemment impacter le paysage. Tout ceci va accroître l'attractivité de l'Aquitaine et, par conséquent, nous devons nous attendre à ce que la croissance démographique, dont je parlais tout à l'heure, se poursuive. Cela ne rend que plus nécessaire d'avoir les bons outils pour maîtriser ce développement. Alors, l'intercommunalité, ce n'est pas vraiment notre sujet, c'est celui des élus et des préfets de département. Mais enfin, des petites intercommunalités, qui ont quelques milliers d'habitants et qui n'ont pas quelques millions d'euros comme budget, ce n'est pas, me semble-t-il, l'échelle la plus opérationnelle. Les pays, dans certains cas, correspondent à de véritables assiettes géographiques. Je pense par exemple à celui qui concerne le Pays Basque. Dans d'autres cas, ils ne correspondent à rien, n'hésitons pas à le dire et notamment dans le sud Gironde, où il y en a beaucoup trop. Et puis, les SCOT sont un outil essentiel, si l'on veut maîtriser ce développement urbain. Là aussi, il faut trouver la bonne échelle pour prévoir le futur, agir sur le futur. Ce ne sont pas des micro-Scot qui feront l'affaire.

Je voudrais que le premier atelier se pose un certain nombre de questions et réfléchisse sur la façon de disposer des bons outils pour maîtriser l'étalement urbain. Pour accueillir les nouvelles populations, répondre à ses besoins, la ressource publique n'est pas illimitée. Cela est vrai de la ressource publique de l'Etat, mais aussi de celle des collectivités. Sur la dernière période, si l'on regarde de quelle manière évoluent les ressources des collectivités, certaines le font très favorablement. C'est notamment le cas de recettes qui découlent de mutations immobilières. En Gironde, cela s'élève à quinze à vingt millions d'euros par an. Cela permet d'ailleurs de pondérer le désengagement de l'Etat, le transfert de charges, etc. Mais enfin, les ressources aussi de ces collectivités ne sont pas illimitées. Le poids de la Fonction publique territoriale suit une pente croissante, pendant que la Fonction publique d'Etat suit une pente décroissante et que la Fonction publique hospitalière est entre les deux. Il faut donc intégrer un contexte de ressources limitées. Et, pour avoir des ressources, il faut aussi



du développement économique. Cela est lié au premier point que j'abordais : il faut favoriser l'émergence du développement économique dans nos territoires ruraux. D'abord, en sauvegardant les espaces qui ont vocation à l'être par rapport à l'étalement urbain. Je pense notamment à l'agriculture ou à la viticulture. Un certain nombre de chambres d'agriculture réfléchissent à des chartes pour bien se positionner sur ce qui doit être préservé. Et, il n'y a pas que l'agriculture et la viticulture. Il y a aussi les espaces forestiers, les espaces verts, etc. Tout cela doit être concerté, établi puis préservé, au travers des outils qui permettent de maîtriser le développement de l'urbanisme. En terme de développement économique, il faut favoriser tout ce qui permet de créer de l'emploi et de développer des activités endogènes, mais pas seulement des activités qui viennent d'ailleurs. Un certain nombre d'outils ont été mis en œuvre pour cela. Je pense par exemple aux pôles d'excellence ruraux, dont il faut tirer tout le bénéfice. L'Aquitaine a été bien servie dans ce domaine. Encore faut-il que ces pôles passent du stade de l'intention au stade du projet et du stade du projet à celui de la réalisation. Car, si les intentions étaient excellentes, les projets étaient bons, les réalisations doivent le devenir également.

Le FEADER va permettre de soutenir le développement rural. En Aquitaine, nous avons prévu d'affecter plus de 65 millions d'euros à l'amélioration de la compétitivité et des politiques de qualité des secteurs agricole, agroalimentaire et forestier, plus de vingt-deux millions d'euros à l'amélioration de l'environnement et de l'espace rural comme facteur d'attractivité des territoires, près de trente millions d'euros pour la diversification des activités agricoles et touristiques et la mise en place de services à la population et aux entreprises, comme par exemple des « maisons de santé », des pépinières, les services liés à la personne, etc. Bref, nous avons des outils financiers et réglementaires. A nous de nous en servir, de la meilleure façon possible, pour faire en sorte que l'attractivité d'aujourd'hui et d'hier ne se transforme pas, pour cause de laisser-aller, en développement non maîtrisé qui, à terme, remettrait en cause l'attractivité de la région. De ce point de vue, nous sommes à un moment important, parce que nous pouvons optimiser les outils à notre disposition et nous ne pouvons le faire que collectivement. Cela ne sera ni l'œuvre de l'État tout seul, ni celle des collectivités toutes seules, ni celle des autres de leurs partenaires, indépendamment. Tout cela ne peut se faire que collectivement. Cela suppose une prise de conscience, de partager le diagnostic, les axes de l'action et c'est, je crois, pour cela que la réunion d'aujourd'hui est importante et que je vous remercie d'avance de ce que vous lui apporterez. Je vous remercie de votre attention.

### **Georges LABAZEE, conseil régional d'Aquitaine**

Monsieur le Préfet, Mesdames et Messieurs, mes chers amis, lorsqu'il y a quelques mois maintenant, voire un an ou deux, nous avons vu apparaître le concept de réseau rural français, nous nous sommes posé la question, en particulier au niveau de l'Association des Régions de France, de savoir quelle était cette structure nouvelle, complexe, multipolaire dont il allait falloir s'occuper. Pour moi qui suis issu non pas de l'ENA, ni des grandes écoles, mais un pur produit de l'éducation populaire, ayant pratiqué pendant des années, en tant qu'agent de développement, tout ce qui concerne les organismes qui intervenaient dans le monde rural, je me suis dit, à titre personnel : si on doit fédérer, au niveau national, tous les organismes qui agissent au niveau du monde rural, que ce soit dans le domaine agricole, celui de l'agroalimentaire, dans les domaines social, culturel, etc., comment allons-nous procéder et quel peut être l'intérêt d'un réseau rural national, d'un réseau rural régional, avec des structures transversales, certes, mais d'autres très sectorielles, et comment faire en sorte que tout ce monde puisse se retrouver et, surtout, pourquoi faire ? Petit à petit, finalement, à la faveur des différentes rencontres, des différents travaux menés avec les régions, avec la Région Aquitaine, en lien avec le Ministère de l'Agriculture et de la Pêche, avec la Diact, nous avons vu apparaître une préfiguration de ce réseau. Et, avant même que d'une manière officielle, l'organisation du réseau régional soit confiée à PQA, les responsables de PQA avaient anticipé sur cette réalité, grâce à leur expérience d'animation auprès des territoires, leur capacité d'expertise et leur intervention auprès des porteurs de projets. Tout cela a pu alimenter une étude de préfiguration du réseau rural, dont vous êtes aujourd'hui les acteurs. Ces travaux préparatoires ont permis de constater que toutes les missions du réseau renvoyaient en réalité à celles de PQA sur l'animation, l'appui en ingénierie de projets, l'observation, la capitalisation d'expériences, la communication, la diffusion et le soutien de la coopération, la participation à différents réseaux régionaux, nationaux et européens. Au moins, nous sommes en présence d'une définition de plus en plus claire du dispositif.

Ces travaux préparatoires ont aussi permis, grâce à votre concours, d'exprimer un certain nombre de besoins et d'attentes et de faire en sorte que le réseau rural soit avant tout considéré comme un outil opérationnel du FEADER.



Nous étions habitués à utiliser, depuis de nombreuses années, les fonds structurels européens. Le fait qu'il ne faille travailler qu'au niveau du FEADER a donc changé les habitudes, d'autant que les masses mises en œuvre au niveau du FEADER sont bien moins importantes, entraînant la nécessité d'agir de manière beaucoup plus sélective. Comment favoriser ou créer des passerelles entre acteurs représentant des sphères différentes ? Comment faire en sorte que ceux qui sont dans des secteurs d'activité très spécifiques aient une vision plus large ? Et comment éviter que ceux qui sont dans un secteur plus généraliste, voire trop généraliste, se perdent dans un discours très général, qui n'apporte pas grand-chose à nos territoires ?

Finalement, un certain nombre de travaux a permis d'identifier des thèmes communs, que vous allez aborder dans le courant de la journée.

Je ne reviens pas sur les propos de Monsieur le Préfet, mettant l'accent sur le processus d'urbanisation et de littoralisation de l'Aquitaine. Comment faire en sorte que nous puissions retrouver un certain nombre d'équilibres ?

Le deuxième aspect que vous aurez à aborder dans la journée, c'est d'ailleurs la thématique qui a été retenue au niveau national, et à laquelle je participe, avec Monsieur Gallay, dans la conférence permanente, concerne tous les aspects de la relocalisation de l'activité économique dans les zones rurales. Nous souhaitons que ces aspects soient fortement approfondis au cours de cette journée. Nous rejoindrons ainsi la thématique retenue nationalement, travaillée de la même façon sur un certain nombre de régions, qui sera le cœur des débats qui se dérouleront à Bordeaux, au conseil régional, les 9 et 10 décembre prochains, à la faveur d'un séminaire national auquel vous serez associés. Cela me semble très important, parce que si nous voulons procéder à la redistribution, il nous faut favoriser la création de richesses, surtout dans les zones rurales. Et ce problème de la relocalisation de l'activité économique nous apparaît comme un élément très important.

Quel lien existe-t-il entre une politique régionale et le réseau rural ? L'Aquitaine a une vieille tradition de politique contractuelle – je l'évoquais l'autre jour en séance plénière du conseil régional, quand nous avons adopté les candidatures de neuf nouveaux contrats de Pays qui sont venus s'ajouter aux douze – puisque les premières ont commencé dans les années 1975-80, avant la décentralisation. La première génération des contrats de pays date des années 80.

A l'époque, l'Etat fixait un certain nombre de normes d'organisation territoriale et nous avons alors inculqué en Aquitaine cette culture du contrat. Trente ans plus tard, cette culture perdure, comme une richesse, un acquis, un potentiel sur lequel nous appuyer pour progresser et pour répondre aux enjeux des mutations économiques, sociales et environnementales, qui interrogent le devenir des espaces aquitains et de leur population. En suscitant l'innovation dans la mise en œuvre d'actions exemplaires et en considérant les pays comme un outil d'aménagement et de développement durable de l'espace, la politique contractuelle régionale est ainsi en parfaite cohérence avec les thèmes qui seront abordés, aujourd'hui et demain, au sein du réseau rural aquitain.

La Région Aquitaine et les autres collectivités apporteront les contreparties nécessaires au FEADER, si nous voulons utiliser de manière dynamique ce fonds européen. Comme l'a dit Monsieur le Préfet, tout à l'heure, sur les vingt et un pays qui vont recontractualiser, quatorze sont aussi en procédure Leader. Il est donc impératif de trouver les synergies avec la procédure diverse, l'utilisation du FEADER et la nouvelle contractualisation régionale. Cela semble un peu compliqué pour les béotiens, mais vous qui êtes au cœur, depuis des années, de ces politiques territoriales, saurez faire les synthèses nécessaires pour avancer.

Je viens d'évoquer le lien avec le réseau national. Je souhaite que nous puissions, à l'occasion du séminaire des 9 et 10 décembre, faire émerger des expériences pilotes et des éléments tests, avec le concours de PQA, pour montrer un certain nombre de dynamiques aux autres composantes du territoire français, qui participeront à ce séminaire.

Enfin, sur l'importance pour l'Aquitaine de se situer dans une dimension européenne, Monsieur le Préfet l'a rappelé et je partage son opinion, nous sommes dans le trio de tête des régions françaises, en termes d'attractivité et de croissance. Nous avons participé, à Clermont-Ferrand, la semaine dernière, aux Deuxièmes Universités d'accueil des nouvelles populations. Nous ne sommes pas sur un territoire comme le Limousin ou l'Auvergne, où il est nécessaire d'éviter de faire en sorte que l'hémorragie démographique ne vide leurs territoires.

Notre colloque de ce jour est pour nous l'occasion de tracer des lignes conductrices pour que nous puissions donner un certain nombre de repères à des territoires aquitains et faire en sorte que nous puissions contribuer



à un rééquilibrage de notre région. Enfin, nous sortons d'une expérience d'échanges européens très intéressante qui s'est appelée «Rural Innova». Elle a fédéré les actions de quatre régions françaises, dont la région Aquitaine et a permis d'avoir des contacts avec quinze autres régions européennes, dont des régions espagnoles avec lesquelles nous avons des liens privilégiés, des régions italiennes, mais également d'autres territoires de l'Europe. Cela a généré la mise en perspective d'un réseau européen validé par la commission Réseau RURACT. Il nous faut, au-delà des pétitions de principe, de la déclaration de la charge constitutive, nourrir également le réseau européen par des actions concertées, des échanges d'expérience et valoriser nos propres expériences.

Voilà un certain nombre d'éléments auxquels nous allons essayer, ensemble, de répondre aujourd'hui. Merci pour votre participation nombreuse. Il nous restera un domaine sur lequel nous attacher : convaincre ceux qui sont dépositaires du suffrage universel de s'intéresser de très près à la démarche initiée aujourd'hui. Sinon, nous aurons quelques difficultés à mener plus loin une expérience très riche. Je vous remercie et vous souhaite des travaux très fructueux.

**José Ruiz, Animateur**

Merci, Monsieur le Préfet. Merci, Monsieur le Vice-Président. Nous allons vous libérer.

Le programme de la journée est à votre disposition. Les horaires sont impératifs. Nous sommes un peu en retard et nous allons essayer de le rattraper. A présent, je vais vous demander toute votre attention, pendant huit à dix minutes. Dans le même temps, j'invite Messieurs Lafon, Quéral, Brianti, Duchesne et Marieu à me rejoindre sur le plateau.

*« Moisson de sons en Région », par la Chose Publique.*



## Table Ronde

# Le réseau, une ambition pour le développement des territoires ruraux ?

### **José RUIZ, Animateur**

Vous venez d'entendre le ressenti des personnes interrogées sur la question du réseau rural, qui nous réunit aujourd'hui. J'ai cru comprendre, en bavardant avec certains d'entre vous, que cela ne représentait pas encore grand-chose de très précis. C'est aussi ce qui se traduit dans les réactions que nous avons entendues. On parle d'« usine à gaz », de « ça ne veut pas dire grand-chose » ; cela pose des questions très pratiques. Je vous invite à prendre la parole et à réagir, aussi bien à ce que nous venons d'entendre qu'à ce qu'il va se dire autour de ces tables. Merci Messieurs, de nous avoir rejoints sur ce plateau. Yan Brianti, vous êtes chef de projet. Vous dirigez un organisme de formation et d'ingénierie de projet, au travers de l'Association Sargantana.

### **Yan BRIANTI, chef de projet, Sargantana, Espagne**

Je suis éleveur dans les Hautes-Pyrénées. C'est une toute petite exploitation en voie de création, très isolée, en montagne, très extensive. Ainsi, pour gagner ma vie, je suis aussi chef de projet dans un bureau d'études en Espagne. Je partage donc mon temps de vie, de travail et d'amitié entre les versants Sud et Nord des Pyrénées.

### **José RUIZ, Animateur**

Berger, cela ne rapporte pas bien ? On ne gagne pas sa vie en élevant des moutons ?

### **Yan BRIANTI**

Cela est difficile actuellement, alors on essaie de diversifier l'activité. Chasseur d'ours pourrait rapporter plus... Mais, il n'y a plus beaucoup de gibier !

### **José RUIZ, Animateur**

Nous allons continuer ce tour de table. Nous développerons sur vos activités.

### **Jean MARIEU, Professeur Emérite des Universités**

Je suis le doyen de cette assemblée. Je suis un professeur d'aménagement et d'urbanisme à la retraite. J'exerce des activités de consultant.

### **José RUIZ, Animateur**

Vous serez ici notre grand témoin, vous apporterez la voix de la sagesse. Nous vous en remercions par avance.

### **Jean-Philippe DUCHESNE, artisan électricien, Saint-Sever, Landes**

Je suis électricien à Saint-Sever, dans les Landes, juste à côté de Mont-de-Marsan. J'ai repris une activité depuis neuf mois. Je pérennise le travail d'artisans dans cette zone.

### **Michel QUERAL, membre du conseil de développement du Pays de la Haute-Gironde**

Bonjour, j'habite en Haute-Gironde, à la limite Nord de l'Aquitaine, frontalière avec la région Poitou-Charentes. Je suis instituteur, chargé de la scolarisation des enfants handicapés sur ce secteur. Je suis aussi photographe naturaliste en nord-gironde. Il ne s'agit pas de photographier les nudistes à Montalivet, mais les petits oiseaux, les petites fleurs. Je m'occupe aussi du Conseil de développement de la Haute-Gironde, et, accessoirement, j'y habite.



### **Bernard LAFON, agriculteur, Sadirac, Gironde**

Bonjour, je suis agriculteur. Je suis le régional de l'étape, puisque je suis situé à Sadirac. Je développe la ferme « Oh Légumes Oubliés ! » Je préside aussi, au sein de la Chambre d'agriculture de la Gironde le réseau « Bienvenue à la ferme », qui concerne tous les agriculteurs qui accueillent sur leur exploitation, qui développent des activités éducatives ou de développement des métiers autour de leurs produits. Parallèlement, je m'occupe aussi d'agriculture biologique, puisque je préside la commission « agriculture biologique » au sein des chambres d'agriculture. Nous essayons de faire prendre en compte au monde agricole, des problématiques d'environnement, de respect de la vie, du réchauffement climatique et de pétrole.

### **José RUIZ, Animateur**

Donc, une assemblée finalement extrêmement hétéroclite, qui représente divers aspects de ce monde rural. Ce matin, à travers cette table ronde, nous allons essayer de voir quelles sont les implications, les perceptions que vous pouvez avoir, les uns et les autres, du milieu rural dans lequel vous travaillez. Je ne sais pas lequel de vous veut répondre en premier à cette question. Peut-être Monsieur Lafon, qui êtes directement agriculteur. Comment percevez-vous ce milieu dans lequel vous travaillez ? Vous sentez-vous isolé ?

### **Bernard LAFON**

Quand on interroge les agriculteurs, la première sensation qu'ils manifestent est celle d'être mal reconnus et mal compris, en particulier pour les personnes qui sont dans l'agriculture biologique, dans l'agrotourisme, des activités qui se sont aujourd'hui développées un petit peu à la marge, mais qui prennent de plus en plus d'importance. Elles sont de plus en plus essentielles, à la fois dans cette logique de réseau rural, mais aussi en termes de développement économique. C'est la première sensation qu'ils éprouvent. En ce qui me concerne, ce n'est pas tout à fait le cas, mais il est vrai que nous avons été obligés de faire beaucoup d'efforts, pour rentrer dans une logique d'acceptation et de reconnaissance.

### **Michel QUERAL**

Cela est très variable selon les casquettes. En tant que photographe naturaliste et animateur nature, habiter la campagne est un vrai bonheur. Dans ma fonction de scolarisation des enfants handicapés, par exemple, je rencontre des problématiques importantes, en raison d'une désertification des services de soins. Il n'y a plus de pédopsychiatre sur le secteur. Il est dommage que Monsieur le Préfet soit parti, parce que je lui aurai parlé du décalage entre les discours officiels sur la scolarisation de ces enfants et la réalité du terrain. Pour parler clairement, nous nous « démerdons ». Nous faisons ce que nous pouvons, avec ce que nous avons. Nous avons vraiment cette espèce d'aspect très cruel de dénuement, par moments.

La ruralité a les avantages de ses inconvénients : elle a des gens qui sont peut-être plus tranquilles, plus à l'aise dans leurs baskets, moins stressés – du moins pour ceux qui habitent et vivent sur le territoire.

### **José RUIZ, Animateur**

Monsieur Duchesne, vous êtes électricien dans les Landes, quelles sont vos relations avec les habitants de votre territoire ?

### **Jean-Philippe DUCHESNE**

Les personnes qui vivent à la campagne sont plutôt vieillissantes. Elles le vivent bien, parce qu'elles ont toujours vécu là. Ensuite, d'autres personnes, beaucoup plus jeunes, utilisent la campagne parce que les terrains coûtent moins cher. Elles viennent donc dans ces zones, mais continuent à vivre comme si elles étaient restées à la ville. Ce sont des personnes qui vont passer. Elles ne s'intègrent pas systématiquement dans le milieu. Il faudra sans doute du temps pour que tout cela se mélange. Mais, dans tous les cas, cela est vieillissant. Après, il y a la façon de vivre dans le milieu rural, surtout dans les Landes. Les espaces sont plutôt éloignés. Quand il faut aller dépanner, il faut aller assez loin et cela peut être compliqué. Les anciens sont là, ils ont l'habitude de vivre dans ce milieu ; ils valorisent leurs jardins, alors que les jeunes qui vont venir s'implanter ne font que du gazon et vivent autrement. Ils veulent de l'Internet haut débit, ne sont pas systématiquement intégrés aux modes de vie. En résumé, cela est vieillissant et il faudrait se nourrir des anciens qui ont l'habitude, parce que quand ils vont partir, nous risquons de perdre ce mode de vie, ce qui est bien dommage. Les anciens sont adorables. Aller réparer chez eux est agréable : nous discutons, l'approche est bonne, cela est intéressant.





### **José RUIZ, Animateur**

En même temps, vous êtes l'incarnation du contraire d'un vieillissement de la population. Vous êtes jeune, qu'est-ce qui vous a donné cette envie de vous implanter là ? Est-ce une affaire familiale que vous avez reprise ?

### **Monsieur DUCHESNE**

Quand j'ai repris cette activité, l'ancien partait. C'était une vieille affaire. La famille avait pérennisé l'entreprise. Je suis venu là parce que les Landes sont un monde merveilleux, le bonheur dans les prés. On y vit bien. Mais il ne faut pas dénaturer. Il y a des choses à améliorer, du service à amener. Je dis toujours que je voudrais être électricien de service. La notion de service est importante dans mon coin. On ne peut pas systématiquement dire : « Je viens là parce que cela va être une bonne affaire, je vais gagner beaucoup d'argent ». Cela m'a plu parce que je voulais vraiment m'intégrer dans le cadre.

### **José RUIZ, Animateur**

Je vais donner la parole à Yan Brianti, pour nous apporter votre regard sur votre activité d'éleveur. Est-ce un choix personnel ?

### **Yan BRIANTI**

Il y a une passion de la montagne, des Pyrénées, du paysage. Par rapport au partage du réseau rural, l'on parle beaucoup du réseau, mais peu du rural. Finalement, le rural est en opposition à l'urbain. On vient parler de réseau rural et, on en a la preuve aujourd'hui, cela est très bien organisé, mais nous sommes à Bordeaux, en plein cœur de l'urbain. Pourquoi ? Pour mille raisons. Que l'on vienne des quatre coins de l'Aquitaine, il est facile d'y avoir accès, de faire venir les intervenants, nous avons une belle salle, de bons micros, tout marche bien. Il est vrai que dans le rural, tout cela est plus compliqué. Cela aurait été plus difficile ; voire, les personnes du rural auraient râlé si nous l'avions organisé au fin fond du Béarn. C'est un peu ce qui caractérise le rural : l'isolement. En Aragon, nous sommes sur des territoires avec des villages complètement abandonnés. Nous avons le nombre de villages abandonnés le plus fort. Nous sommes sur un taux d'habitants au km<sup>2</sup> qui n'arrive même pas à quatre. Imaginez donc le nombre de kilomètres que nous aurions autour, vu le nombre que nous sommes ici ; le nombre de villages et de ruines que nous aurions à entretenir !

La notion de réseau est intéressante, parce que le but est de recréer ce lien dont souffre le monde rural, cet accès aux services, etc. J'ai trouvé intéressant que Monsieur Labazée dise que, finalement, l'on va confier des moyens, ou la distribution de certains moyens, à un réseau et non pas à une institution. Cela peut être intéressant, parce que l'une des choses dont l'on souffre en milieu rural, c'est toujours de devoir aller voir les urbains pour avoir accès à un service, expliquer ce que nous faisons, négocier les fonds, etc. Ce retour vers nous des techniciens est intéressant.

### **José RUIZ, Animateur**

Vous parlez là du point de vue du responsable membre actif de l'association Sargantana, plus qu'en tant qu'éleveur, ou est-ce que les deux se mélangent en permanence ?

### **Yan BRIANTI**

Les deux se mélangent. Nous faisons de l'appui aux porteurs de projets sur l'Aragon, qui est par excellence un milieu rural. Ainsi, on nous dit que l'Aquitaine a une croissance démographique. Je ne sais pas si c'est le cas de tous les cantons des Landes. Sans doute que Bordeaux a une croissance démographique telle qu'elle compense la perte ailleurs. En Aragon, nous souffrons du même problème. Monsieur Rousset, le Président du conseil régional, est aujourd'hui à Saragosse. Il va voir que Saragosse devient maintenant une capitale de niveau européen, mais des petits villages ont longtemps souffert de la perte démographique. C'est le critère numéro 1 de la santé. Soit il y a de la vie qui se crée, on augmente la population. L'argent est presque annexe. Soit on a des gens sur le milieu, soit on meurt et on laisse le paysage aux bêtes sauvages.

Je suis installé sur un endroit extrêmement isolé. En ce moment, on est en train de désenclaver mon exploitation. Jusqu'alors, je montais sur les bergeries à pied pour aller soigner mes animaux. Je ne pouvais pas mettre plus de quarante bêtes, parce qu'il s'agissait de petites bergeries. Cela est très beau. Cela est extraordinaire pour celui qui vient nous voir, magnifique, totalement dépaysant, charmant. Après, la réalité au jour le jour est également extraordinaire et charmante, mais très difficile !





### **José RUIZ, Animateur**

Vous confirmez que votre réactivité n'a de sens que si elle est liée à tout ce qui est autour et à la relation que l'on peut créer avec son environnement, les autres professions, les habitants, les usagers des services publics.

### **Yan BRIANTI**

C'est cela. Ce sont des relations humaines. Je travaille aussi dans l'accompagnement de certains projets. Notamment, le ministère de l'Environnement m'avait confié la mission de créer un réseau d'espaces naturels protégés. Vous imaginez une carte des Pyrénées, avec un certain nombre d'endroits dont on dit qu'ils ont une valeur patrimoniale et que l'on protège, que l'on peut cartographier. Et l'on veut créer un réseau entre des espaces très délimités. Parce que, dans les endroits protégés, une loi s'applique et un kilomètre à côté, voire deux mètres à côté, ce ne sont plus les mêmes aides pour les habitants, les mêmes protections. Finalement, à l'arrivée, faut-il créer un réseau d'espaces naturels protégés, ou un réseau de gestionnaires d'espaces naturels protégés? Est-ce un réseau humain? Dans le reportage, les personnes disent que le réseau est un endroit de rencontres, d'échanges, etc. L'espace même va difficilement se rencontrer et changer.

### **José RUIZ, Animateur**

Il se dit des choses qui, finalement, se recoupent à travers vos témoignages, mais aussi à travers ce que nous avons entendu dans le collectage sonore de La Chose Publique, qui est la compagnie qui a réalisé ce travail. Dans la salle, il doit y avoir des expériences et des pratiques aussi intéressantes et qui ignorent peut-être ce qu'elles pourraient avoir de collectif. J'aimerais bien vous solliciter, Mesdames, Messieurs, pour réagir à ce qui vient d'être dit et à ce que vous avez entendu tout à l'heure, du collectage sonore. Pour l'instant, peut-être que ce terme générique de réseau rural a peu de sens, mais je ne doute pas que d'ici la fin de la journée, il aura trouvé beaucoup plus de raison, de sens, auprès de vous. Je vous invite à nous apporter vos questions ou à rapporter vos expériences par rapport à ce qui vient d'être dit.

Vous avez entendu, les uns et les autres, ce qui s'est dit. Bernard Lafon, finalement, j'ai envie de vous mettre un petit peu en parallèle avec Yan Brianti. Vous êtes agriculteur dans une zone peut-être moins isolée que Monsieur Brianti ne l'est. Vous êtes à quelques kilomètres de la ville. Cela n'a-t-il pas une incidence directe?

### **Bernard LAFON**

C'est un coin isolé. L'Entre-deux-Mers, depuis ces dernières années...

### **José RUIZ, Animateur**

Précisons que l'Entre-deux-mers est une région de la Gironde qui se trouve entre la Garonne et la Dordogne. Nous sommes dans l'Entre-deux-Mers, à la porte.

### **Bernard LAFON**

Bordeaux est une ville et une agglomération qui s'est développée sur la rive gauche, dans la logique d'un étalement en direction de la mer. Et longtemps, les Bordelais ont eu du mal à traverser la Garonne, à venir de l'autre côté, sur l'autre rive. Monter une activité touristique sur la Rive droite a été un petit peu compliqué au départ. Nous avons tissé ce lien avec la métropole, la population, les enseignants, tous les locaux. Dans cette problématique de réseau ou dans cette logique de développement que l'on évoque aujourd'hui, le tourisme et l'agritourisme en particulier ont un rôle tout à fait intéressant, particulier. Parce que le tourisme, en soi, c'est une activité de partage, de découverte, de communication, d'échange. Pour l'agriculteur, le fait d'ouvrir son exploitation, d'accueillir est un engagement nouveau. Cela veut dire qu'à un certain moment, les portes sont ouvertes. Organiser, comme nous le faisons à Bienvenue à la ferme, des journées portes ouvertes, ou comme les agriculteurs bio peuvent le faire à certains moments, c'est s'ouvrir, partager, avec une volonté d'échanges, et donc tisser cette notion de réseau. Parce que le réseau, cela se tisse, comme le lien, comme l'amitié. Cela se construit tous les jours un petit peu.

### **Jean-Philippe DUCHESNE**

Je réfléchissais et je me disais : systématiquement, on me dit : « le milieu rural, il va falloir faire quelque chose pour le dynamiser ». Il ne faudrait pas dire que l'on va dynamiser le milieu rural, lui amener tout ce qu'il y



avait dans les villes et puis, en fait, devenir une annexe de la ville. L'important, c'est surtout d'amener du service pour que l'on puisse rester dans le milieu rural. Nous allons pouvoir avoir la qualité de vie que les personnes sont venues chercher dans le milieu rural. Sinon, cela ne sera pas bon. Après, on fait du lien social. Il y aura peut-être des coûts, que nous essaierons de lisser avec autre chose. Parce qu'il est important, quand même, d'avoir des personnes dans des campagnes, des petits villages, des hameaux. Cela maintient l'architecture. Nous allons garder de vieilles fermes, de vieilles bergeries. Au niveau des écoles, l'on va amener des savoirs. Il ne faut pas systématiquement penser qu'il va falloir faire des allers-retours sur des kilomètres, à l'époque où le pétrole coûte cher. Si l'on réfléchit un peu, est-ce que moi, électricien, je vais prendre ma voiture et aller réparer ? N'y aurait-il pas, à un moment, des endroits de permanence ? Il faut sûrement réfléchir à des choses pour générer des services. Il a quelque chose à faire. Je le vois bien dans les Landes, restées très natures, avec des fêtes ancestrales, des savoir-vivre en place. Amener tout ce que l'on voit dans les villes serait dommage. L'on gâcherait tout et l'on perdrait cette identité rurale, identité de la France et de l'Aquitaine en particulier. Il faut vraiment faire attention à maintenir la capacité d'avoir des personnes en milieu rural, sans amener systématiquement des choses qui viennent des villes.

#### **Yan BRIANTI**

Je trouvais intéressant que Jean-Philippe situe une SARL d'électricité comme ayant une mission de service public. Parce que c'est ainsi dans le milieu rural. Quand je suis paysan, cela est pareil, l'on me paie pour entretenir le paysage. Je suis de plus en plus paysan paysagiste.

#### **Jean-Philippe DUCHESNE**

Surtout que l'option prise est plutôt de rendre les services publics dans une forme de SARL.

#### **Yan BRIANTI**

De ce fait, il est vrai qu'il faut repenser les aides. Parce que l'on se rend compte de ce qu'assument les SARL à présent dans les villages.

#### **Jean-Philippe DUCHESNE**

Quand un client me dit : « Moi, je n'ai plus le courant ». Il faut vite réparer. Nous ne pouvons pas nous permettre de dire que nous allons attendre. Après, des grandes entreprises ou certaines personnes n'ont pas cette notion. Elles préfèrent faire du neuf pour ramasser plus. Moi, je veux vraiment être proche des personnes autour de moi. Je veux vraiment créer un lien, un partenariat, être proche des personnes. Les services publics partant, il faut bien faire quelque chose. J'ai envie d'être là pour aider les personnes qui en ont besoin. J'ai envie d'être présent tout de suite.

#### **Yan BRIANTI**

On parle des difficultés en milieu rural, Jean-Philippe a parlé des qualités. Les collectivités, tous ceux qui accompagnent et aident les projets doivent renforcer les qualités du monde rural et ne pas se préoccuper uniquement de gommer les faiblesses. Ainsi, un joueur de tennis se vantait de son bon coup droit, en arguant qu'il le travaillait d'autant plus ; c'est cette technique qu'il faut parfois savoir mettre en place dans le monde rural, pour le développer et le maintenir.

#### **Bernard LAFON**

Les qualités du monde rural sont indéniables. Il faut les faire partager, reconnaître. Mais, ce dont il faut bien prendre conscience, c'est la problématique du pétrole, des déplacements, du coût énergétique. Demain, le coût énergétique va être d'une toute autre nature. Les déplacements vont être de toute autre nature. Le pétrole, aujourd'hui, est à 140 \$ le baril. Demain, le litre de gazole sera à 2, 3, 4 ou 5 € le litre. Si l'on doit mettre plusieurs centaines d'euros pour remplir son réservoir, cela va tout changer. Et alors, le réseautage, le partage, le lien social, l'échange, nous aurons besoin de partager avec nos voisins. Il faut s'inscrire dans cette logique. Le monde agricole doit relever ces enjeux. Cela n'est pas simple, parce que cela va en contradiction avec tout ce qu'il s'est fait durant les trente ou quarante dernières années. Mais c'est un vrai enjeu que nous devons relever. J'imagine que si nous sommes là aujourd'hui, en l'occurrence, c'est pour cela.



**José RUIZ, Animateur**

Justement, je voudrais à nouveau solliciter des réactions dans l'assistance.

**Michel QUERAL**

Je voulais rebondir sur ce que disait mon voisin de gauche. C'est quand même extraordinaire de tenir de tels discours, dans une salle où l'on n'est pas choqué d'avoir fermé les rideaux et allumé la lumière !

**José RUIZ, Animateur**

Nous allons peut-être y remédier. Nous aurons la lumière naturelle et nous économiserons l'électricité. Des paroles de sagesse.

**Michel QUERAL**

Sur les réseaux de communication, je discutais avec un collègue aragonais et nous sommes montés jusqu'en Charente. Il était carrément étonné qu'en France, nous ayons encore des routes départementales ou nationales qui passent dans les villages. Les Espagnols font vraiment des efforts sur les réseaux routiers. Nous prenons du retard. Les travaux vont enfin commencer pour aller à Pau. Cela est hallucinant ! Où en est le réseau secondaire ?

**Philippe PLISSON, Président de la Communauté de communes de l'Estuaire**

Très honnêtement, votre débat me semble un peu surréaliste. Autant je suis comme vous, très conscient de la nécessité, à la fois par rapport au lien social, à la tradition du territoire, par les problèmes écologiques auxquels nous sommes confrontés, qui doivent effectivement limiter les déplacements, de ce que le service public doit être au plus près des habitants dans nos campagnes. Le problème, c'est qu'entre les théories que l'on déploie aujourd'hui et la pratique du gouvernement actuel – sans faire de politique politicienne – dans ma circonscription, on vient de me fermer le tribunal de Blaye, je l'ai appris par le journal, sans aucune concertation; maintenant, l'on veut me fermer la sous-préfecture, l'on a fermé une perception.

Je suis Président d'une intercommunalité. Nous avons mis en place un certain nombre de services. Tout à l'heure, j'interviendrai dans un atelier, pour parler d'un centre de formation multimétiers, créé par une collectivité, que nous gérons avec nos deniers, avec les deniers de nos concitoyens, qui accueille cent soixante apprentis. C'est un outil structurant au service du territoire, pour effectivement rapprocher la formation des habitants. Mais, en même temps, nous avons créé une maison de la solidarité et des services au public. Mais comme les moyens sont de plus en plus diminués, les bureaux que nous mettions à disposition de l'administration, à Saint-Ciers, aujourd'hui sont vides, parce que les administrations n'ont plus les moyens de nous envoyer leurs permanents de Bordeaux pour tenir ces permanences. Cela fait trois administrations qui tenaient des permanences et qui les ferment. Alors, je veux bien que l'on philosophe sur les services publics en milieu rural, que l'on les dise indispensables et nécessaires. Mais, en même temps, la politique, telle qu'elle est déployée au niveau national en tout cas, va à l'encontre des services publics.

Nous ne pourrions pas, nous, au niveau local, avec les moyens que nous avons, que ce soit les intercommunalités, le Conseil général, le conseil régional, suppléer aux carences de l'Etat, qui déménage le territoire pendant que nous sommes en train de s'échiner à l'aménager. C'est une vraie contradiction et tant qu'elle ne sera pas assumée, nous brassons de l'air.

**José RUIZ, Animateur**

Voilà posée la question sur un plan très politique. Merci, Monsieur le Député. Nous ferions difficilement l'économie de cette analyse, même si je ne suis pas certain que la discussion soit totalement surréaliste. Je pense que nous avons affaire à de réelles expériences et qu'elles ont toutes leur utilité dans leurs territoires. J'aimerais bien solliciter Monsieur, là-bas.

**Bernard ROUCHALEOU, chef de projet Pays Landes de Gascogne**

Il est un peu difficile d'intervenir après Monsieur Plisson.

En entendant tout cela, je me disais que la vertu du monde rural n'est pas seulement sur l'aspect nature, mais sur tout ce qui est et devrait être tonifiant. Je voudrais donc que ce réseau mette en valeur ces aspects toni-



fiantes et que le monde rural les prenne en charge, les mette au service de son projet et repense son monde tel qu'il est. Qu'il ne soit pas toujours un peu en position d'attente, mais qu'il pense son projet lui-même, notamment par rapport au constat qui était fait de relocalisation d'activités. Il y a aussi un rôle inhérent aux acteurs locaux de dynamiser eux-mêmes leurs territoires, de regarder leur valeur, leurs ressources et de stimuler avec ceux qui viennent aujourd'hui s'implanter chez eux. Peut-être que dans l'accueil de ces personnes, ils doivent faire partager cet environnement que l'on décrit toujours comme très tonifiant, mais dont l'on s'aperçoit, trente ans après, qu'il n'a pas produit les effets que l'on aimerait. Les services publics qui partent, cela n'aide pas, certes ; mais, il y a d'autres choses qui sont parties et que l'on n'a pas su garder ou imaginer le devenir pour le garder.

Je suis des Landes de Gascogne. Une étude des années 80 s'appelait « l'air balsamique des pins ». Cela devrait tonifier tout le monde dans cet espace et produire des effets de dynamique. Or, l'on manque d'entrepreneurs, d'initiatives, de ceci. Prenons aussi cette part de nous-mêmes et essayons de la mettre en perspective, de se poser ce genre de questions et de se servir de ce bon air que l'on a.

#### **José RUIZ, Animateur**

Merci Monsieur. J'ai cru voir une main se lever. Non ? Il est certain que vous devez avoir envie de dire des choses, mais il n'est peut-être pas évident de prendre la parole devant une assistance. Le problème qui a été posé, à la fois sur le plan de la pratique et sur le plan politique, avec l'analyse de Philippe Plisson, ouvre le débat de manière très large. S'agit-il de remplacer le rôle de l'Etat par des initiatives et finalement, faire ce pourquoi nous ne sommes pas là ? Un électricien n'est pas forcément une assistante sociale ; un éleveur n'est pas forcément un employé communal ; et ainsi de suite. Une question pourrait être posée de manière polémique : par rapport à ce regard, quelles peuvent être les observations que cela vous inspire ?

#### **Yan BRIANTI**

Juste par rapport à la notion de réseau, ce qui est important, aussi, c'est l'animation. L'animateur a un rôle central. Nous parlons de réseau électrique, d'un réseau de relations. Le travail de PQA va être très important dans le bon fonctionnement de ce réseau.

#### **Bernard LAFON**

Il me semble malgré tout qu'il existe deux façons de concevoir le réseau. Soit nous le concevons de manière centralisée, type le réseau électrique. D'ailleurs, en termes d'énergie, cela est un vrai problème aujourd'hui. Jusqu'à maintenant, le réseau électrique a été conçu de manière verticale. Il est parti d'une centrale nucléaire et il vient approvisionner une multitude de maisons d'habitation. Demain, le réseau électrique devra être conçu d'une autre manière. Chacun va pouvoir être capable d'amener sa source d'énergie, de la partager avec ses voisins et donc, de s'inscrire dans le réseau. Cet exemple de l'électricité est particulièrement significatif. C'est la même chose qu'il faudra construire sur le plan humain. Actuellement, nous avons des grandes messes, comme aujourd'hui, où nous sommes sensés apporter une bonne parole. Cela est bien. Je ne critique pas cette situation, au contraire, je la trouve tout à fait intéressante. Mais il faudra aussi savoir se prendre en charge de manière très locale et tisser le lien avec le voisin.

Il existe un exemple que je trouve particulièrement significatif. Lorsqu'au niveau Bienvenue à la Ferme, nous organisons des journées portes ouvertes. Nous nous imaginions, initialement, que les gens de la ville allaient venir à la campagne, visiter les fermes. Non. Nous nous rendons compte que c'est le voisin, qui n'ose pas venir dire bonjour, dans un certain nombre de cas, à l'agriculteur du coin, et qui, ce jour-là, ose le faire. C'est extraordinaire ! C'est extraordinaire, aussi, tout le travail qu'il y a à mener. De la même façon que sur le plan de la distribution de l'énergie, nous avons cette problématique de réseau, nous pouvons nous poser la même question sur le plan des relations humaines, économiques. Un nouveau monde est à construire.

#### **Valérie VALLES, Chargée de mission ADT 24**

En Dordogne, nous avons la chance d'avoir quatre pays et trois programmes Leader et notamment sur la politique d'accueil des nouveaux habitants et des nouvelles activités. Je suis tout à fait d'accord avec Monsieur Quéral. Par rapport au milieu rural, nous travaillons localement. Le travail en réseau se fait. Les animateurs sont actifs sur le plan sectoriel, territorial. Nous sommes dans une période où nous devons innover et créer pour



aménager notre monde rural. Ce que nous pourrions attendre du réseau rural, c'est de partager ce genre de réflexions, mûrir ensemble intellectuellement, peut-être, dans un premier temps, par rapport aux politiques d'accueil et de maintien des populations, partager cette réflexion avec un niveau départemental, régional, l'Etat pour que, comme cela a été dit à la tribune tout à l'heure, des actions soient cofinancées par les différents échelons et que cela ne soit pas uniquement porté par le local. Pour moi, l'importance du réseau est là : que nous partagions entre techniciens, élus, etc., mais aussi avec ceux qui ont des politiques départementales régionales dans lesquelles nous devons nous inscrire et qui vont cofinancer ensuite ce que nous allons proposer. A mon sens, c'est un travail qui peut se faire au niveau du réseau rural. Il ne faut pas rester seul sur son territoire et profiter de cette instance en train de se construire, dont la construction dépend de nous. C'est à nous d'être offensifs pour faire des propositions, négocier, pour ensuite mettre en œuvre des politiques adaptées au local.

#### **Jean-Luc BOULIN, Directeur Mission des Offices de tourisme et des pays touristiques d'Aquitaine - MOPA**

Je vais continuer dans l'architecture des réseaux. Il est vrai que les réseaux existent, autant sectoriels que généralistes, mais par contre, ils ne se croisent pas tellement. Dans l'animation rurale, c'est vraiment un point important. Nous avons des réseaux professionnels – dans le monde agricole notamment – qui sont extrêmement actifs et nous avons des politiques territoriales, au niveau des communautés de communes, des pays, qui sont extrêmement dynamiques. Par contre, on ne croise pas forcément les connaissances et les personnes. Il n'y a pas forcément les lieux et les occasions pour le faire aussi. L'animateur territorial ne connaît pas forcément l'ensemble des réseaux des filières. L'inverse est totalement vrai. Pour l'acteur à la base, c'est à lui de jongler souvent pour aller voir la Chambre d'agriculture, la Chambre de commerce et ensuite l'animateur territorial. Une des vertus du réseau rural serait de pouvoir mettre beaucoup plus en réseau les réseaux entre le vertical et l'horizontal, pour avoir quelque chose de plus harmonieux, architecturalement.

#### **José RUIZ, Animateur**

Voilà un point de vue déjà bien renseigné sur le réseau rural, qui nous éclaire les uns les autres. D'autres réactions, peut-être ?

#### **Bernard ROUCHALEOU**

Je n'ai pas été assez clair et je m'en excuse : dans quel objectif, le réseau ? C'est repenser le monde rural, penser le monde rural dans l'avenir. Le monde rural a peut-être aujourd'hui autre chose à revendiquer que l'image que l'on en a. Ainsi, il doit peut-être revendiquer qu'il est producteur de richesses au même titre que d'autres filières, d'autres catégories. S'il se positionne ainsi et si le réseau est là pour réfléchir à ce positionnement, à comment se penser producteur de richesse, qu'est-ce que signifierait une telle position, en termes de relations partenariales, de politiques publiques à venir, peut-être que les choses changeront. C'est ce que je voulais dire tout à l'heure.

#### **Michel QUERAL**

Je vois dans la salle beaucoup de techniciens ; il ne faut pas oublier non plus les personnes qui habitent sur le territoire. C'est une occasion, effectivement, de les associer et de communiquer un peu. Tout à l'heure, j'écoutais les discours et j'entendais FEADER, SCOT, etc., je me demandais, j'adhère, mais j'adhère à quoi ? On est un peu dans le « jargonage », sans arrêt, quand on aurait tout à gagner à expliquer aux gens de quoi il s'agit et à quoi cela correspond. Si nous pouvions éviter de faire cela, cela serait bien. Il ne faudrait pas rater l'occasion, dans ces réseaux, d'impliquer les personnes qui vivent sur les territoires et de faire en sorte qu'elles soient capables de prendre en charge elles-mêmes leur avenir.

#### **José RUIZ, Animateur**

Au fil de la conversation, émergent à la fois cette méconnaissance des réseaux existants, des interlocuteurs, des bons interlocuteurs, voire des organismes décisionnaires dont on ignore à la fois le rôle et peut-être même parfois le sens des sigles.

Depuis ce matin, nous avons entendu les discours de personnalités, élus, représentants de l'Etat ; nous avons eu ce collectage sonore, ce « Moisson de sons en Aquitaine », qui ne vous a pas fait beaucoup réagir, mais je suis certain que cela le fera d'ici ce soir. Nous avons eu cette table ronde avec vos réactions. Tout cela, observé par l'œil de sage de Jean Marieu, qui va peut-être nous apporter un point d'étape sur cette partie de la matinée.



## Jean MARIEU

Je n'ai rien d'un rural. Je suis à 100 % urbain, mais je pense que comme tout bon ou mauvais Français, chacun d'entre nous a un pied quelque part, des intérêts, des représentations, des liens. Familialement, j'ai une petite exploitation viticole, cela me suffit – bien placée qui plus est – à Saint-Emilion. Je crois qu'il en est de même de chacun d'entre nous.

Secundo, nous ne sommes qu'à l'introduction. Nous n'allons pas déflorer les résultats de quatre ateliers, les conclusions qui en seront tirées. Je ne vais donc pas me lancer dans des diatribes, ni dans des discours complètement prémâchés.

D'abord, je me réjouis d'être au milieu des vraies gens, comme on dit. Ils ont été choisis pour cela. De vraies gens qui n'ont pas de doute sur l'existence du monde rural. C'est quand même la première des choses. Il faut se poser, dans ce pays, aujourd'hui, et peut-être dans l'Europe entière, la question de savoir si cela existe encore, si cela a un sens. Empiriquement, cela a un sens. Simplement, dans la mesure même où des personnes s'en revendiquent, n'ont pas d'état d'âme sur le sujet, s'en réjouissent même d'une certaine manière et, par conséquent, sans se lancer dans des définitions de l'univers rural, nous sommes à peu près certains que cela existe. S'il n'y avait qu'un seul élément de définition que je donnerais, ce serait la question de la distance. L'univers rural, c'est celui qui est distant. Aujourd'hui, bien entendu, distant de manière relative. La distance absolue n'existe pas. Il y a vingt ans, la DATAR définissait le monde rural par les gens qui étaient à plus de vingt minutes d'une autoroute. Depuis lors, on a bâti beaucoup d'autoroutes. L'univers rural s'est restreint et, de toute manière, je ne suis pas certain que cette définition ait jamais été très pertinente. Néanmoins, reste la question de la distance, que Monsieur Plisson évoquait d'une certaine manière, en disant : « moi, si je n'ai plus mes services, je vais me payer soixante kilomètres. Cela coûte, c'est difficile, ce n'est pas très simple ». Comment gérons-nous la question de la distance et, d'une certaine manière, a-t-on envie de la réduire ? Réduire la distance, à la limite, c'est liquider le monde rural. Je pose cela comme une question.

Deuxième évocation que je voudrais faire, due à la présence ici d'un agriculteur très connu, médiatique et dont la production est ici présentée artistiquement. Il y a dans ce pays, derrière l'écran du rural, une forte présence agricole en train de changer de sens. En Aquitaine, l'agriculture a toujours été très puissante. Elle a toujours formé lobby et, s'il y a eu un réseau efficace, c'est bien le réseau agricole. Les anciens, comme moi, se souviennent de Courau, qui régnait en maître sur cette région. Il faisait la pluie et le beau temps. Il faisait et défaisait les présidences – il n'avait pas défait la présidence de Chaban, mais d'une certaine manière, il l'avait faite –. Il n'est pas certain que cet héritage ait beaucoup changé. L'Aquitaine n'est pas la seule région française où l'agriculture tient cette part dans les réseaux du pouvoir, mais elle y est très significative.

Alors que l'agriculture battait en recul jusqu'à une époque toute récente, y compris dans les démarches très banales de planification territoriale, spatiale, dans des démarches de protection à la parcelle, qui sont toujours des démarches finalement inefficaces, en règle générale, parce qu'avec cette stratégie, l'agriculture est toujours perdante. Nous sommes aujourd'hui dans une conjoncture structurelle – si je puis m'exprimer ainsi, bien que cela soit contradictoire – mondiale, qui remet l'agriculture dans une position dominante, conquérante. Cela ne se voit pas du jour au lendemain. Cela se traduit par des crises, y compris celle qui a agité la viticulture, hier, nous ramenant à 1902, si j'ai bonne mémoire, qui avait permis l'élection de Léon Blum à Narbonne. Il était venu apaiser le milieu viticole et lui ouvrir une issue politique. Ce n'est pas d'aujourd'hui, mais aujourd'hui, je crois que nous sommes en phase ascendante pour l'agriculture, non seulement à l'échelle de la planète, mais à l'échelle de ce pays, qui est bien placé pour cela. Il faut reconsidérer, dans l'univers rural, la place que nous allons accorder, réserver, gérer en termes de perspectives, pour l'activité agricole, même si cela ne saute pas aux yeux aujourd'hui, et si nous avons sans doute, au jour le jour, d'autres préoccupations.

Quelques mots à présent sur le thème même de la table ronde, c'est-à-dire la notion de réseau. J'ai évoqué la question du réseau comme lobby, comme groupe de pression. Cela vaut pour l'agriculture, pour votre groupe. Le rôle essentiel d'un réseau, c'est de faire pression, de faire porter des messages, de faire asseoir des positions dominantes, si possible, ou en tout cas des positions fortes et de faire relayer ces messages par le pouvoir politique, à toutes les échelles de ce pouvoir. C'est fondamentalement à cela que cela sert, et pas seulement à happer quelques sous auprès des institutions européennes, qui, de toute façon, un beau jour, s'occuperont beaucoup plus des Pays de l'Est – elles le font déjà. Il faut assumer ce rôle de lobby. Ce n'est pas un deal. C'est même une des conditions du réalisme.



Il y a aussi la notion de réseau comme substitut d'un dispositif hiérarchique. Le Net, l'Internet, le réseau de manière générale, réseau maillé à plat, vient se substituer, par la multitude des connexions, à un dispositif de type conventionnel, quasiment Troisième République, laquelle avait un système top down, à savoir qui part du haut et descend vers le bas. Par essence, le réseau est bottom up : il part du bas et remonte. Il fait remonter les messages, mais part de la base. Cette conception est très importante.

Le réseau ne peut être uniquement un réseau de techniciens. Cela serait modérément intéressant. Cela l'est : c'est tout l'art de PQA de rassembler un nombre aussi important de techniciens, ici, dans cette salle, à l'ombre. Mais, cela évoque aussi nécessairement la question des réseaux entre techniciens et habitants, techniciens et politiques, l'interfaçage, l'intermédiation. Vous êtes des spécialistes de la chose. Je ne vais pas m'appesantir.

Un dernier point et sans avoir du tout la prétention de balayer, ni de conclure, je fais référence à l'Euro, je veux dire non pas à la monnaie euro, mais l'Euro foot. Il y a deux manières de jouer au football. La première consiste à faire circuler le ballon jusqu'à épuisement, sans jamais marquer. C'est une forme de réseau qui existe : l'on se rencontre, l'on se parle, l'on s'échange, l'on se voit et l'on ne fait rien. La deuxième consiste à faire un nombre de passes raisonnable et limité et puis, finalement, à aller au but. Bien entendu, c'est cette figure du réseau que je me permets de vous recommander.

### **José RUIZ, Animateur**

Nous allons mettre nos crampons et nos shorts et rejoindre les ateliers.

Je vous invite à revenir ici précisément à 15h25 cet après-midi, pour un retour en séance plénière. Dans les ateliers, vous pourrez faire des pauses. Des boissons sont à votre disposition, ainsi que de quoi vous sustenter. Le repas est prévu à 13h00. Rendez-vous tout à l'heure, bon travail dans les ateliers. Merci.



## Retour sur la journée, en table ronde

### José RUIZ, Animateur

Si le débat était trop court, nous allons le prolonger un petit peu. Entre ce matin « Lancement du réseau rural en Aquitaine » et ce soir, où nous avons peut-être une meilleure compréhension de cette formule, nous allons voir, pour commencer en compagnie de Monsieur Labazée, quelles sont les perspectives du réseau rural.

Georges Labazée, vous êtes Vice-Président du conseil régional d'Aquitaine. Ce matin, vous avez exprimé un certain nombre de souhaits. Avez-vous des raisons de penser qu'ils seront exaucés, à l'issue de la journée ?

### Georges LABAZEE

Il s'agissait d'un premier rendez-vous. Ce n'était pas évident, même si un travail remarquable a été fait par l'équipe de PQA, épaulée par les chargés de mission du conseil régional. Parmi l'ensemble des participants, l'on trouve les institutionnels, mais aussi de nouveaux arrivants. La question était de savoir si l'amalgame allait se faire. Pour avoir participé à deux ateliers, l'un sur l'action économique dans les zones rurales et l'autre sur l'accueil des nouvelles populations, je pense que nous avons bien démarré ce premier rendez-vous. D'où l'utilité du réseau, alors que j'étais, il y a quelques mois, je l'ai dit ce matin, un peu sceptique, parce qu'à force d'empiler les procédures, l'on peut se demander à quoi cela sert, parce que le temps de chacun de nous est compté.

Il y a plusieurs éléments. D'abord, la convivialité : beaucoup de partenaires se connaissaient, mais beaucoup de partenaires et de participants ne se connaissaient pas ce matin. Finalement, c'est au travers d'un certain nombre de thématiques qui ont été abordées dans les ateliers que cette relation a commencé à se tisser. C'est un élément très positif. Pour autant, nous ne devons pas en rester à cette simple journée. Il faut aussi que ce que nous pouvons mettre en place serve à l'ensemble des participants. Ainsi, la façon dont PQA – Pays et Quartiers d'Aquitaine – va prendre à bras le corps les résultats des travaux est fondamentale. J'ai pris quelques notes tout à l'heure : la prise de conscience va prendre en compte quelles échelles territoriales pour l'Aquitaine ? Nous avons l'Aquitaine Nord et l'Aquitaine Sud. Quelle coopération entre acteurs ? Nous sommes dans des périodes où nous parlons tantôt de complémentarité, tantôt de coopération, mais aussi de compétitivité entre les territoires. Pour réduire les fractures qui peuvent s'annoncer, est-ce que le réseau n'est pas un des liens ou un des lieux ? Comment utiliser les facteurs extérieurs d'attractivité des territoires pour valoriser un développement endogène ? Je suis un des fervents participants à la prise en considération, par tous les acteurs de terrain ici présents, de la problématique de l'accueil des nouvelles populations. Tout à l'heure, dans l'atelier auquel j'ai participé, il y avait deux thématiques : la présence médicale dans les zones rurales et l'accueil de nouveaux arrivants. Elles rejoignent les préoccupations, certes de PQA, mais aussi directement les objectifs du conseil régional d'Aquitaine. Le travail mené par chacun des acteurs doit pouvoir, à un moment donné, trouver des lieux de concrétisation. Et plus d'être des lieux d'expérimentation, il faut qu'ils soient aussi des lieux de réalisation. Le réseau prendra toute sa valeur, ou finalement, après avoir sélectionné des thèmes majeurs, les hommes et les femmes qui le composeront trouveront une satisfaction, dans la mesure où des maîtres d'ouvrage publics ou parapublics, voire dans un dispositif public-privé, trouveront une concrétisation. C'est un point très important.

Quelle stratégie développer pour optimiser l'attractivité des territoires, par rapport aux nouvelles activités économiques, à l'accueil des nouvelles populations, à la valorisation des ressources naturelles ? L'Aquitaine recouvre bien ces aspects.

Ne serait-ce qu'un travail d'investigation à faire à partir des inscrits de cette journée, de regarder quels sont ceux qui ont eu l'occasion de se retrouver, dans différentes rencontres qui ont pu être menées sur les territoires depuis un certain nombre d'années ? Quels sont ceux qui fréquentent ces lieux pour la première fois, au travers de la mise en œuvre du réseau ? L'on rejoint bien la notion de transversalité. Si l'on sait faire le lien entre les deux, l'on peut donner corps au réseau rural aquitain.

Je laisse le soin à PQA de travailler à la valorisation et la mise en œuvre du réseau. Nous aurons ces rendez-vous des 9 et 10 décembre de Bordeaux, puisque le réseau rural national a décidé de venir tenir un séminaire de deux jours au conseil régional d'Aquitaine. A ce moment, nous pourrons aussi nous appuyer sur les résultats du réseau rural national, pour valoriser les actions qui ont commencé à naître aujourd'hui.



### **José RUIZ, Animateur**

Depuis le début, on m'a sollicité pour venir ici en tant que candide, même si je m'intéresse à ces questions, surtout parce que je ne suis pas familier de la terminologie, du jargon qui semblent être votre ordinaire. J'ai souvent été surpris de la manière dont on parle le français dans les cénacles que vous fréquentez. Même aujourd'hui, encore, j'ai entendu des choses étonnantes : lorsque l'on parle d'agriculteur en fin de parcours professionnel, les gens de la rue ne parlent pas ainsi. Ils disent : c'est un paysan qui prend sa retraite. Je ne sais pas si tout le monde a bien conscience que les gens, ce matin, ont vanté les propos des « vraies gens ». Ici, il y avait de « vraies gens » qui parlaient de leurs métiers. Les « vraies gens » parlent ainsi. Ce que j'entends ici n'est pas toujours le cas.

Nous allons essayer de revenir à un discours moins jargonneux, en ne parlant plus de bénéficiaire ultime, mais d'agriculteur, lorsque nous parlons de mesures que vous mettez en pratique ou en discussions.

J'invite Madame Plantade, Monsieur Servat et Monsieur Marieu à nous rejoindre sur le plateau, pour nous apporter leur regard sur cette journée que nous avons passée ensemble. Odile Plantade est Directrice des politiques contractuelles au conseil régional d'Aquitaine. Hervé Servat est adjoint au Directeur de la Direction régionale de l'Agriculture et de la Forêt d'Aquitaine. Madame Plantade, vous avez la parole.

### **Odile PLANTADE, Directrice des politiques contractuelles du conseil régional d'Aquitaine**

Ce matin, nous nous posons la question de savoir quel contenu au réseau. Je crois que nous en avons un bon exemple. Pour parler vrai, cela ne devrait pas être une usine à gaz, mais quelque chose de pratico-pratique, parce que tous les échanges que nous avons eus l'ont été avec des personnes qui ont témoigné de leurs difficultés à mettre en place des projets, de leurs réussites. Nous avons essayé de voir ensemble quelles méthodes ils avaient utilisées et quels enseignements ils pouvaient en retirer. C'est ainsi que nous pouvons échanger. Nous avons beaucoup de pain sur la planche. Aujourd'hui, Monsieur le Préfet a posé les enjeux des mutations spatiales, économiques, de l'Aquitaine, les défis qu'il fallait relever. Par ailleurs, ce matin, des acteurs ont dit qu'il fallait valoriser ce qui était bien, ce qu'il se faisait de bien et pas toujours parler des difficultés, des risques et des craintes. Il est vrai que beaucoup de choses intéressantes se font aujourd'hui, mais nous avons l'impression qu'elles sont confisquées par le petit cercle qui les développe et que l'on ne partage pas assez. Une multitude de choses et d'opérations intéressantes se font. Malheureusement, cela ne passe quelquefois pas la porte du pays. Ce matin, nous parlions de la charte forestière d'Adour-Landes-Océanes : une fois, cela est vrai, nous avons réuni tous les pays qui travaillaient sur une charte forestière. Faut-il attendre une fois, que l'on veuille bien les réunir, pour échanger ensemble ? Non. Je prends cet exemple, dans le thème de la maîtrise du foncier, de la planification du terrain, parce que c'est un exemple de croisement de tout un tas de regards et d'acteurs et qu'il est intéressant, quand on se pose des questions, qu'on est confronté à des difficultés, de ne pas refaire continuellement ce qui est déjà fait ailleurs, de ne pas répondre à nouveau à des questions déjà rencontrées ailleurs. Pour progresser plus vite – parce que le temps presse – il est bien que l'on se rencontre et que l'on échange.

Cet après-midi, les échanges étaient plus restreints, parce que nous étions plus sur la création de lien social, avec les nouveaux arrivants, avec les cyberbases de montagnes basques. Nous étions moins dans les grands enjeux de planification de l'espace, de la politique forestière, qui est une vraie question en Aquitaine. Mais, autour de ces thèmes différents, tous concouraient à répondre à ces grands enjeux. Finalement, il y avait une méthode commune, des enseignements communs et, notamment dans cette méthode, il fallait consacrer du temps et de l'argent à l'animation. Animation du territoire, pour faire se rencontrer les gens : cela demande du temps, du temps humain, de l'écoute et un coût pour les collectivités, les institutions et organismes qui aident à mener ces projets. Aujourd'hui, nous avons du FEADER. Demain, qu'aurons-nous ? Attention à l'addiction aux fonds européens. Nous avons vu l'exemple de nos amis belges, dont les opérateurs étaient subventionnés à plus de 90 %. C'est une addiction. Comment fait-on, après, pour maintenir, pérenniser ces démarches qui sont quelquefois fort intéressantes ?

Nous avons bien démarré. Aujourd'hui est une grande messe, mais il faut prolonger ensemble ces réflexions et discussions. C'est là le défi du réseau.

### **Hervé SERVAT, adjoint au Directeur de la Direction régionale de l'Agriculture et de la Forêt d'Aquitaine**

Difficile de dire des choses neuves à cette heure et derrière Odile. Simplement, je dirais que le réseau rural en



Aquitaine, nous avons le choix de le faire a minima, comme une obligation européenne, pour mettre en œuvre un fonds européen comme il a pu en exister et comme il en existera peut-être encore quelques années.

Après débat, nous avons choisi de l'élargir à l'ensemble des problématiques, en tout cas celles qui nous paraissaient les plus importantes, sur notre milieu rural, y compris sur les thématiques qui ne vont pas immédiatement générer l'appel à ces fonds européens spécifiques. J'ai pu constater avec plaisir que c'est sans doute un bon choix, puisque l'atelier auquel j'ai participé ce matin sur la gestion de l'espace a été animé. Il y a eu beaucoup d'échanges. Des échanges autour d'expériences intéressantes et qui représentent de forts enjeux, comme l'a indiqué Monsieur le Préfet de région, pour notre espace aquitain.

Finalement, une question se posait, avec une entrée qui est notre espace rural, quels enjeux pour ce territoire et comment mettre en commun des pratiques, comment apporter des solutions à des territoires qui se posent des questions, des solutions simplement très concrètes à partir de choses qui se sont faites ailleurs ? Cela est quand même sans doute beaucoup plus productif que de se dire que nous avons un instrument financier, avec un catalogue de mesures éventuellement finançables. Essayons de voir et d'expliquer comment monter des dossiers, pour avoir accès à ces fonds européens.

Les fonds européens ont une existence et leurs règles changent. Les enjeux pour le territoire ont une existence plus durable. Chercher à y apporter solution est ce à quoi nous voulons essayer de contribuer avec ce réseau. Aujourd'hui, c'était le lancement, avec un partenariat aussi élargi. Nous avons commencé à y travailler depuis près d'un an avec le conseil régional, l'Etat, PQA et, plus récemment, avec un cercle élargi de partenaires relais. Nous devons continuer dans le même état d'esprit qu'aujourd'hui, en laissant sans doute plus de place aux échanges. Nous n'aurons plus besoin de présenter le cadre dans lequel cela s'inscrit. Nous pourrions laisser plus de place aux échanges qu'aujourd'hui, où certains ont pu être déçus que les ateliers se terminent trop tôt, sans qu'ils aient pu exprimer tout ce qu'ils auraient souhaité.

#### **José RUIZ, Animateur**

En même temps, cela fait partie des limites du genre. Il n'était pas question, aujourd'hui, d'épuiser le sujet et de repartir avec toutes les solutions. Au début, c'était un titre. Peut-être qu'à l'issue de la journée, cela sera un peu plus, avec quelques titres de parures.

#### **Jean MARIEU**

Tout d'abord, je ne me sens nullement la mission de rendre compte de la diversité des échanges qui ont eu lieu, du nombre d'études de cas qui ont été présentées. C'est au-delà de mes forces. Il y avait six ateliers. Il était très difficile, en deux heures, de les suivre tous dans le détail.

Je vais donc rassembler mes impressions sur quatre thèmes. D'abord, un thème introductif : le réseau rural en Aquitaine, comme ailleurs, existe depuis très longtemps – une trentaine d'années à peu près – sous forme empirique. Cela veut dire que les agents, les intervenants appartenant aux diverses institutions publiques se connaissent, échangent, se voient, à diverses échelles. Ils font des échanges d'expérience, y compris avec le concours – depuis que cette précieuse institution existe – de PQA. Nous avons franchi aujourd'hui un saut, non pas qualitatif, ni quantitatif, mais structurel. C'est-à-dire que nous nous sommes posé la question de savoir s'il fallait se constituer en quasi institution, à travers un acte fondateur qui aura mobilisé quelque chose comme trois cent mille euros – je le dis tout à fait au hasard, en ayant calculé avec mes petits moyens de calcul, ce que peut bien coûter une telle réunion ; je compte le prix de journée des quelques deux cents participants – ; il faut bien entendu qu'un tel geste fort, initial, soit sanctionné par des rebonds, des fruits par la suite et pas seulement par un effilochage progressif. Au moins, qu'il tienne la route jusqu'en 2013, qui me semble être une date relativement clé !

Par ailleurs, il me semble lire trois types de logiques dans les débats qui ont été conduits aujourd'hui. D'abord, une logique de service me semble être la logique fondamentale ; ensuite, une logique d'ingénierie ; enfin, une logique d'organisation.

La logique de service consiste tout simplement à savoir si, pour les personnes qui sont là, dans leur action quotidienne et surtout dans leurs projets, à moyen et long terme, en accord avec leur maître d'ouvrage, leur soutien politique, leur pays ou leur communauté, que ce soit en France ou en Belgique, cela répond d'abord à une demande. C'est l'approche la plus banale, sociologiquement la plus « vaseuse », un besoin. Ou bien, comme



la plupart du temps, si cela répond à une offre. En règle générale, dans ce domaine, on est sous la règle de l'offre commandée. C'est-à-dire que l'on produit un service, parce qu'une institution supérieure a politiquement décidé que cela était bon pour le peuple – je pense aux cyberbases. Je ne disconviens pas une minute que cela soit bon pour le peuple, mais je ne pense pas que de lui-même, le peuple se serait avancé à genoux au devant de ses élus, pour leur dire : « s'il vous plaît, Seigneur, donnez-nous une cyberbase ! ». Je ne vois pas cela ainsi. Donc, de manière générale, à partir de ce concept d'offre commandée, il faut toujours revenir à l'analyse, à l'évaluation de la réalité, de la réponse des gens, de la demande des gens, de leur attachement progressivement acquis à des nouveaux services. De la même manière qu'il y a de nouveaux droits, il y a de nouveaux services. C'est le mouvement ordinaire d'une société que de créer de nouveaux services, à condition que l'on les établisse sur des bases relativement saines, qui ne soient pas artificiellement fondées sur des moyens financiers fragiles, sur des maîtrises d'ouvrage fragiles et qui répondent effectivement à une forme d'intérêt général, qu'ils s'incorporent progressivement à l'intérêt général.

Je ne doute pas une minute que tous les présents aient déjà cela en tête et soient très sensibles à l'idée qu'ils rendent des services qui ne peuvent pas être durablement des services imposés, ni même simplement proposés, mais des services assimilés par la population qui les reçoit.

Ensuite, sur les logiques d'ingénierie, nous avons entendu beaucoup de langue de bois. Pour ce qui est du partenariat, du contrat, de la manière de faire, beaucoup de choses sont acquises depuis très longtemps, je n'y reviendrai pas. Cela ne signifie pas qu'il n'y ait pas des progrès. Il faut donc faire attention, non pas à une sorte de corps de méthode établi une fois pour toutes, mais aux formes nouvelles. Je ne peux pas prétendre les avoir toutes identifiées. J'ai simplement observé, d'abord, qu'il y avait, chez nos collègues belges, une forme de rigueur scientifique dans leur approche. Ils utilisent des méthodes de prospectives brevetées. Peut-être le faisons-nous aussi en France. Peut-être n'osons-nous pas, parce que quand nous allons au peuple, nous ne pouvons pas leur dire : je fais de la méthode Delphi ou de la méthode Expert, sous peine de se faire jeter. Mais apparemment, ils ont osé le pratiquer. Il me paraît assez intéressant d'introduire une piqure de rigueur méthodologique dans les démarches de programmation concertée, qui sont celles que nous pratiquons, la plupart du temps.

Quelques mots clés sont apparus : d'abord, le retour des chartes. Il existe une histoire des chartes. Autrefois, l'on faisait des chartes, puis on les a classées sans suite. Et puis, c'est ainsi, l'on refait des chartes, à tour de bras. Certains départements semblent être spécialisés dans les chartes de toute nature. On nous citait tout à l'heure une charte émanant du Sicoval à Toulouse, qui a fabriqué la ZDC Innopole il y a très longtemps, et puis la fameuse taxe professionnelle d'agglomération et la lettre. Donc, une intercommunalité innovante, sous la haute autorité du député Dussert, à l'époque, qui était un personnage emblématique. Cette charte a été appliquée parce qu'il était là et un certain nombre de ses confrères avait une poignée de fer. Il n'était pas question que sur le territoire de leur intercommunalité, l'on s'écarte de la charte. Oui, mais un tel dispositif peut-il être systématiquement reconduit ? Parce qu'il n'y a rien de pire, à mon sens, qu'une charte qui tombe à l'eau, qui est un objet de rigolade. Cela peut arriver. Cela est arrivé. Personnellement, je trouve très bien le retour des chartes. Beaucoup sont bien faites. J'en connais. Celle de la Haute-Lande est un dispositif fort intéressant. Il est très bien que les bonnes idées ressurgissent avec une génération de décalage.

Ce qui revient en force aussi, me semble-t-il – et c'est toujours une très bonne échelle, c'est que l'on ne s'enferme pas dans son intercommunalité, dans son pays, dans son étroite division administrative. L'on va regarder un peu sur les bords ce qu'il se passe. J'ai vu cela un peu partout. Je ne dis pas que cela ait été abandonné dans les années antérieures, mais c'est une démarche d'ingénierie absolument essentielle, d'autant plus qu'elle s'applique non seulement aux acteurs de terrains, à la société civile, mais également aux politiques. Je présentais hier le Tramway de Bordeaux à la Junte d'Andalousie. J'en ai profité pour leur dire de venir voir chez nous ce que cela voulait dire, parce que c'est sur le terrain que l'on en voit le sens.

Néanmoins, dans cette ingénierie qui évolue de manière incrémentale, qui se constitue encore, qui donne lieu à des manuels, sans doute, je n'attire pas votre attention sur les problèmes : il y en a une multitude. Le panorama que nous avons eu aujourd'hui attire l'attention sur le fait que, derrière le mythe mobilisateur du réseau rural, il y a une multitude de spécialisations techniques et que l'on ne peut pas ramener tous les gens qui sont là et ceux qui sont déjà partis, au concept général de ruralistes. Cela serait beaucoup trop simple. Il y a des gens exerçants en milieu rural, avec sans doute une teinture ? acquise par l'habitude, vu les conditions réelles territoriales et politiques dans lesquelles ils travaillent – je rappelle incidemment que plus de deux cents maires de Gironde sont agriculteurs ou viticulteurs – en dehors de ces conditions, il existe une autre forme de réseau, qui est le réseau de spécialistes.



... importance qui n'est pas moindre que celle du réseau rural dans son ensemble.

Enfin, je voulais dire un mot sur ce que j'appelle les logiques d'organisation, au sens sociologique du terme. Il y a, dans toute institution, dans ce réseau sans doute, dès maintenant, et puis dans les pays, dans les intercommunalités, un réflexe de survie, qui tend à pérenniser l'institution, même quand le rapport au service – et on revient à la première des logiques – a disparu ou est en train de s'étioler. Alors, en l'occurrence, la logique d'organisation, en ce qui concerne le réseau rural, est fortement impactée par le souci de draguer le maximum de fonds européens et régionaux. Oui, sans doute, mais nous ne devons quand même pas perdre de vue deux choses : l'Europe en finira tôt ou tard – nous pourrions en débattre – avec les fonds européens. De manière générale, la plupart des services ici évoqués, ici rendus, sont des services propres à des collectivités territoriales dans ce pays. Il ne faut pas rêver à un retour de l'Etat dans la nature des services rendus, ni au fait que l'Etat va compenser à perpétuité des services qu'il a abandonnés. Nous sommes dans la décentralisation depuis près de trente ans. Nous devons assumer, le cas échéant en augmentant les impôts. C'est un débat qui a eu lieu il n'y a pas si longtemps. Je pense que dans le quinquennat qui vient, nous allons devoir cesser de rêver quant à la nature des prébendes que nous allons pouvoir obtenir à droite et à gauche. Nous allons devoir nous assumer, vraisemblablement sous une forme contractuelle, en empilant les trois niveaux de territoires locaux : région, département, intercommunalité. Et, si nous ne pouvons pas nous assumer, c'est que probablement, le service que nous rendons n'est pas terriblement utile. La mesure de l'utilité sociale du service pourrait bien être l'engagement politique dans lequel nous nous sentons de devoir mobiliser les moyens financiers localement et les moyens organisationnels – et vos salaires anecdotiquement – pour s'assurer que le service à la population est bien rendu et que l'organisation sert à cela et pas seulement à survivre.

Merci de votre attention.

#### **José RUIZ, Animateur**

L'heure est venue de regarder vers l'avenir et de voir ce que demain nous réserve. Je vais demander à Christine Dziandzialowski de venir nous rejoindre, pour nous présenter les rendez-vous que propose PQA, dans les prochains mois et années.



## Les rendez-vous de PQA

### Christine DZIANDZIALOWSKI, Directrice de PQA

Bonjour à tous. Je ne vais pas revenir sur ce qui a été dit ce matin, ni cet après-midi. Pour ceux qui nous découvrent lors de ce lancement, je rappellerai que Pays et Quartiers d'Aquitaine est un centre de ressources régional qui accompagne les démarches de développement territorial. Ce sont six ans d'expériences maintenant que nous souhaitons mettre au profit de l'animation de ce réseau.

J'ai entendu ce matin des choses qui résonnent assez bien : le besoin de confronter des points de vue, travailler collectivement afin d'aider à optimiser les richesses présentes en Aquitaine et permettre le croisement des réseaux, ou encore «mettre en réseau les réseaux». C'est effectivement ce que nous allons essayer de vous proposer dans le cadre de nos rendez-vous. C'est vous permettre d'avoir un lieu repéré, connu, d'échanges, de rencontres et d'être aussi là pour vous apporter les outils utiles, les réponses à vos questions.

L'animation que nous vous proposons, c'est de la réflexion pour agir, pour que vous puissiez entreprendre sur vos territoires, dans vos secteurs d'activités. Et c'est aussi agir pour continuer à réfléchir.

Nous vous proposons d'organiser des rendez-vous sur la base d'expériences qui illustreront les thèmes que vous avez vous-mêmes exprimé lors de la préparation de ce lancement, dans le cadre d'ateliers, avec l'équipe de PQA. Des besoins qui ont été rappelés aujourd'hui. L'objectif est d'illustrer les thématiques abordées, de réfléchir collectivement (élus, techniciens, professionnels...) et de construire des réponses en allant voir, sur le terrain, ces expériences, de partager ensemble l'analyse et d'essayer de répondre aux enjeux qui sont posés.

Je vais rappeler les thèmes qui ont déjà été soulevés dans les questionnaires envoyés, les ateliers organisés ou encore aujourd'hui : la question de l'activité économique et de l'emploi sur les territoires, l'accueil des nouvelles populations et les services en milieu rural, la question de la maîtrise foncière et de l'aménagement de l'espace, le développement durable qui a résonné notamment à travers la question des énergies. Quand on parle aujourd'hui de l'étalement urbain, se pose entre autre la problématique de l'énergie.

Ces animations débutteront à partir du mois de septembre dans le cadre de cycle thématiques. Dès lundi, vous trouverez, sur le site de PQA, un appel à propositions d'expériences sur ces questions. Expériences que vous souhaitez valoriser, parce que c'est aussi notre rôle, faire connaître ce qui marche et ce qui permet de mettre en synergie l'ensemble des ressources sur un territoire. Parallèlement, nous vous proposerons de continuer à partager des «méthodes» notamment pour les projets de coopération ou encore sur la mise en œuvre d'une projet intégré. Des journées d'informations régulières sont organisées par le SGAR, sur les fonds européens. Ces journées vous sont ouvertes. Elles se déroulent toutes les troisièmes semaines de chaque mois. N'hésitez pas à nous faire part de vos souhaits afin de travailler en partenariat avec l'État et d'envisager de délocaliser ces journées.

Ces sujets, nous les aborderons avec plus de temps qu'aujourd'hui, lors de deux ou trois rencontres qui permettront vraiment de construire, d'échanger et aussi de favoriser cette mise en réseau qui a commencé aujourd'hui. Le résultat de ces rencontres sera diffusé aussi dans le cadre des réseaux national et européen, et permettant de valoriser ce qui se fait en Aquitaine. Enfin, ce réseau reste à construire et il vivra avec vos apports, vos demandes, vos échanges.

Je conclurai en vous disant que nous lançons effectivement un réseau aujourd'hui. Vous avez, dans le dossier participant, des cartes postales. C'est aussi un outil pour faire vivre ce réseau. N'hésitez pas à les échanger, à vous les envoyer, pour poursuivre les échanges, organiser des rencontres entre vous...



## Clôture de la conférence

**Animateur, José RUIZ**

Guy Gallay, vous représentez le Sgar Aquitaine. Vous êtes référent aquitain pour le réseau rural national.

**Guy GALLAY, Secrétariat général aux Affaires régionales Aquitaine**

Le dernier exercice est toujours un peu difficile, surtout quand il arrive en fin d'après-midi et un vendredi. Clôturer un lancement me paraît un peu paradoxal. Nous sommes plutôt sur une mise en orbite et une étape où tout commence, même si des choses ont été faites.

Vous avez tous compris, ce matin, que Monsieur le Préfet est intervenu avec conviction et qu'il attend beaucoup de ce réseau. Cela est très important. Il a cité un certain nombre de points sur lesquels il voit intérêt à la mobilisation d'un tel réseau. Je citerais simplement les problématiques d'organisation territoriale, avec les défis d'augmentation de population et d'étalement urbain, et donc le rôle que peut jouer une instance partenariale pour mieux maîtriser ce défi. En deuxième point, le développement économique, en mobilisant, bien sûr, toutes les énergies et les moyens d'animations et financiers.

J'ai eu l'impression, tout au long de la journée, que cette attente était partagée par l'ensemble des participants. Chacun attend un plus de ce réseau rural, pour aller plus loin dans les travaux en commun sur les territoires ruraux.

J'ai aussi l'impression, comme tous, que nous ne partons pas de rien. De la qualité des témoignages, dans les différents ateliers et discussions, des réseaux existent déjà ; les conseils de développement de pays sont un exercice partenarial intéressant, entre l'ensemble des acteurs de la société civile et des décideurs politiques. Les incitations financières existent. Je parlerai donc du fonds européen agricole et pour le développement rural. Vous avez reconnu là le FEADER, en réponse à l'une des questions de ce matin. En effet, il vaut mieux expliquer le jargon que l'on emploie un petit peu trop rapidement, parce que nous y sommes trop familiarisés.

Le constat est fait, aussi, que les questions sont complexes. Les situations sont complexes. Les partenaires sont nombreux pour des sujets complexes. Nous constatons également que des cultures sont différentes. Trouver un langage commun entre des agents territoriaux, des élus, mais aussi des acteurs des filières économiques n'est pas facile. Cela demande une rencontre. Nous parlons parfois de la même chose, mais avec des mots tellement différents que nous avons besoin de nous rencontrer pour avancer ensemble. L'attente de ce réseau rural est de permettre et de faciliter l'émergence de bons projets concertés, des projets qui répondent, bien sûr, à des orientations politiques, qu'elles soient régionales, nationales ou européennes. Monsieur le Préfet, ce matin, a parlé des enjeux climatiques. Ce n'est pas rien. Je citerai les opportunités que cela ouvre, ne serait-ce que dans le secteur forestier, par la valorisation de notre forêt, pour le développement de la construction bois, par exemple. Répondre également à des objectifs d'équilibre territoriaux. Mais surtout, un bon projet, c'est un projet partagé et donc mieux accepté par l'ensemble des partenaires et des populations. On ne peut concevoir un projet partagé que s'il y a, en amont, un travail de concertation, d'animation en commun de l'ensemble des acteurs. Il faut bien mobiliser l'ensemble des énergies sur un territoire pour essayer que le projet que l'on met en place soit le mieux conçu possible.

Cela sera sans doute un rôle important de ce réseau rural. Je pense que cela est bien parti. Quand j'écoute le programme ambitieux présenté par Christine, il me paraît tout à fait adapté aux attentes qui ont été exprimées.

Vous avez dit tout à l'heure, et je terminerai par là, que j'étais référent auprès du réseau national. C'est un grand mot. En fait, le Président Georges Labazée et moi-même, nous vous représentons au niveau national. Le réseau rural aquitain n'est pas seul. Il s'agit d'une architecture avec un réseau européen et un réseau national. Bien sûr, cela est institutionnel, mais là aussi, il y a le pari de faire travailler ensemble ces différentes instances, de façon à ce qu'il y ait une véritable coopération et un véritable échange à tous les niveaux. Les politiques territoriales rurales se décident aussi au niveau national, au niveau européen.



Étaient présents aujourd'hui des représentants du ministère de l'Agriculture et de la Délégation interministérielle à l'aménagement du territoire (Diact), qui copilotent le réseau national. Ils ont souhaité que ce réseau national soit constitué d'experts nationaux, mais aussi de représentants des régions, ce qui n'est pas neutre. Les experts nationaux sont des sachant, donc des personnes qui vous disent facilement ce qu'il faut faire sur le territoire. Le rôle des référents sera de porter au niveau national les réflexions, les réussites, les questions posées au niveau territorial. C'est un rôle important que nous essayerons d'assumer, Monsieur Labazée et moi-même, à l'avenir.

Je vous remercie.

**Animateur, José RUIZ**

Merci. Si des questions se posent, c'est le moment où jamais de les poser à voix haute. Sinon, le calendrier des prochains rendez-vous de PQA vous sera donc communiqué sur le site. Il me reste à vous remercier, au nom de PQA, d'avoir fait le trajet jusqu'ici, si vous venez de loin, de vous souhaiter un bon retour, une bonne fin de journée, en espérant que vous repartez avec un peu plus de sens mis derrière ce terme de réseau rural qui, ce matin encore, pour beaucoup d'entre nous, était un terme assez difficile et dont les contours paraissaient flous. Encore une fois merci, bonne fin de journée et certainement à très bientôt. Au revoir.